

Communiqué des enseignants du lycée Talma, Brunoy (91)

Les enseignants du lycée Talma réunis le 7 février, ont décidé, en attendant les décisions que doivent prendre au niveau national des directions syndicales, d'ajourner les épreuves du « bac blanc ».

Ce n'est pas une décision que nous avons prise le cœur léger, au contraire, car nous sommes attachés à la réussite de nos élèves. Mais nous y avons été conduits par le gouvernement dont la politique sacrifie la qualité de l'enseignement.

Ce dernier multiplie en effet les mesures détériorant les conditions de travail des enseignants, et donc celles de la formation de vos enfants.

A la rentrée prochaine des milliers de suppressions de postes frapperont le second degré. Pratiquement, la qualité de l'enseignement est menacée, le choix de langues risque de se limiter à une seule, imposée ; l'association sportive qui permet à tous d'accéder au sport est en voie de disparition. Au lycée Talma, 6 postes seraient supprimés alors que les effectifs vont augmenter !

Le gouvernement vient de plus de prendre un décret rejeté par toute la profession.

- Il permet d'imposer à un professeur « des compléments de services » dans d'autres matières que celles qu'il maîtrise et pour lesquelles il a été formé, et se voir aussi imposer des services partagés sur plusieurs établissements parfois très éloignés les uns des autres.

Chacun peut mesurer la qualité de cours préparés dans de telles conditions !

- Ce décret supprime les décharges horaires qui permettaient de faire face à tout le travail que suppose la préparation du baccalauréat, des expériences en science, du matériel d'histoire géographique. En plus il instaure une définition locale des services des enseignants, « à la tête du client ».

- Il entraînerait aussi une baisse brutale, (de 8 à 13%) du salaire de dizaines de milliers d'enseignants, et ce pour une charge de travail qui n'a cessé de s'alourdir ces dernières années (que le ministère lui-même a évaluée à 45 heures par semaine), qui s'ajoute aux 20% de pouvoir d'achat perdus depuis 20 ans.

Enfin, nous sommes alarmés par l'évolution du baccalauréat qui est en train de passer majoritairement en contrôle continu et en cours de formation (mis en place désormais pour les langues vivantes en STG, pour partie en physique-chimie, ...), les élèves étant évalués par les professeurs du lycée. Ceci pourrait aboutir rapidement à la perte de son caractère national.

Nous espérons que ces explications vous permettront de comprendre notre préoccupation devant la situation nouvelle qui se crée au détriment des élèves, de leurs familles, comme au nôtre.

Nous vous invitons naturellement à en discuter de manière plus approfondie avec nous, directement ou bien en vous adressant à nos représentants syndicaux.

En restant donc à votre disposition, nous vous prions de croire, madame, monsieur, en notre indéfectible attachement à l'enseignement public.

Les enseignants du lycée Talma et leur section syndicale SNES.